Egypte: 20 ONG de défense des droits appellent le Président Macron à dénoncer le bilan désatreux de l'Egypte en matière de droits humains lors du sommet du G7

C'est un choix choquant de la part de la France que d'inviter le chef de l'Etat égyptien Abdel-Fattah Al-Sisi au sommet du G7 à Biarritz du 24 au 26 août, dont le thème choisi est « la lutte contre les inégalités ». Le nombre d'Egyptiens vivant sous le seuil de pauvreté est en nette augmentation selon les statistiques officielles du pays pour 2018 tandis que la Banque mondiale estime que près de *« 60% de la population égyptienne est pauvre ou vulnérable* » en 2019. Les défenseurs des droits socio-économiques, les activistes syndicaux, les journalistes et lanceurs d'alerte en Egypte, n'ont pas été épargnés lors des récentes vagues de répression étatique de la dissidence--pas plus que les associations féministes, LGBTQI+ et la société civile en général.

On assiste en effet à une quasi-clôture de l'espace public en Egypte, sur fond d'aggravation de la crise des droits humains. Les libertés d'expression, d'association, de la presse et de rassemblement ont été sévèrement attaquées, et la sphère politique extrêmement restreinte pour les partis politiques d'opposition.

En amont l'examen du bilan de l'Egypte au Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies qui débutera cet automne, 20 ONG de défense des droits humains appellent le Président français Emmanuel Macron à donner suite à ses déclarations de janvier 2019 au Caire, en dénonçant à nouveau lors du prochain G7, la crise continue des droits humains en Egypte. Elles lui demandent d'exhorter le Président Al-Sisi de permettre aux défenseurs égyptiens des droits humains de faire leur travail de documentation des violations et de sortir du territoire national pour participer aux mécanismes multilatéraux. Si ces abus sont passés sous silence, le sommet du G7 légitimera *de facto* le mépris total par le Président Al-Sisi des obligations de l'Egypte en matière de droits humains.

Les 20 ONG demandent en particulier au Président Macron d'appeler le Président Al-Sisi à faire abandonner les charges contre les défenseurs et journalistes en détention arbitraire, à les faire relâcher sans conditions, et à retirer les conditions abusives imposées à ceux placés en liberté surveillée. Les prisonniers politiques en détention en raison de leurs activités pacifiques devraient être immédiatement relâchés, et ceux derrière les barreaux à la suite de procès inéquitables, ou en l'absence de tout procès doivent être jugés à nouveau dans le respect de procédures conformes aux obligations internationales de l'Egypte en matière de droits humains. Enfin, parmi d'autres recommandations figurent un moratoire immédiat sur les exécutions, le lancement sans délai d'enquêtes sur tous les cas signalés de disparition forcée, et l´arrêt du recours à la torture, ainsi que de la persécution et de la criminalisation des personnes LGBTQI+.

Adalah Center for Rights & Freedoms

Arab Network for Knowledge about Human rights (ANKH Association)

Centre arabe d'études du droit et de la société

CIVICUS

Committee for Justice

Egyptian Front for Human Rights

Egyptian Human Rights Forum

EuroMed Droits

Fédération Internationale pour les Droit Humains (FIDH)

Front Line Defenders

Human Rights Watch

Initiative franco-égyptienne pour les droits et les libertés (IFEDL)

Institut Andalus pour l'étude de la tolérance et la lutte contre la violence

Institut du Caire pour l'étude des droits de l'Homme (CIHRS)

L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-France)

Ligue des droits de l'Homme (LDH)

MENA Rights Group

Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)

Reporters Sans Frontières

The Freedom Initiative

VERSION ARABE

Copyright © 2010 Organisation Mondiale Contre la Torture